

Article 29 du Règlement

● (2110)

Ce soir, je me suis entretenu avec le président du Syndicat du blé de la Saskatchewan, le plus important syndicat au Canada. Il m'a parlé d'un programme que le syndicat examine pour le rééchelonnement de la dette. Voilà ce que le ministre doit étudier. Il doit maintenir le moratoire et mettre sur pied de nouveaux programmes pour le rééchelonnement de la dette. Il ne berne guère les agriculteurs. L'agriculture dans l'ouest aussi bien que dans l'est fait face à une situation critique.

Il s'agit d'un événement historique. A moins que des programmes spéciaux ne soient adoptés pour remédier à la situation, c'est tout un mode de vie qui disparaîtra dans les localités des Prairies et les localités rurales d'un bout à l'autre du Canada.

Il faut agir dès maintenant. Le gouvernement devrait se prononcer carrément, s'engager à verser un paiement d'appoint, faire cesser les saisies qui débiteront vendredi prochain et instituer un programme approprié pour la réorganisation de la dette. Si le gouvernement n'agit pas ainsi, l'agriculture dans l'ouest du Canada et dans d'autres régions du pays devra affronter d'affreux problèmes. Les députés et les Canadiens qui se préoccupent de l'agriculture sont disposés à prendre cet engagement et le gouvernement doit prendre dès maintenant cet engagement envers nos collectivités rurales. c'est tout à fait indispensable.

Des voix: Bravo!

M. Stan Schellenberger (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que j'interviens dans ce débat. Le député d'Algoma (M. Foster), celui de Prince-Albert (M. Hovdebo) et moi débattons la question de l'agriculture à la Chambre depuis des années, et parfois à partir de côtés de la Chambre différents de ceux que nous occupons actuellement.

J'ai de vieux souvenirs au sujet des politiques agricoles des partis. J'ai écouté attentivement les députés quand ils ont exposé le problème, la grave situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les producteurs céréaliers des Prairies et du reste du Canada. J'attendais de voir ce que ces députés proposeraient au gouvernement pour régler le problème.

Le député de Prince-Albert a dit ne savoir trop s'il fallait imiter l'Europe et les États-Unis. Ensuite il a dit qu'il faudrait peut-être aider les agriculteurs. J'attendais encore quand il s'est rassis d'un seul coup. Il ne nous a pas exposé la politique du NPD, la façon dont il réglerait la crise des producteurs céréaliers du Canada. Il a laissé l'impression que tous les agriculteurs canadiens sont financièrement dans la mouise, ce qui n'est pas du tout le cas.

J'ai écouté le député d'Algoma exposer le problème. J'ai attendu la soi-disant politique agricole libérale, qui aiderait les agriculteurs à traverser cette grave situation. A la fin de son discours il s'est rassis, après avoir dit qu'il faudrait adopter des programmes spéciaux pour le régler, entendant par là le problème agricole. Il a également parlé d'engagement—un membre de ce parti qui parle d'engagement! En deux ans et demi, le gouvernement a plus agi que ne l'avaient fait les libéraux en 20 ans de pouvoir à peu près. Je vais exposer certaines de leurs actions.

Mais permettez-moi tout d'abord de parler politique, parce que c'est important. Lorsqu'il y a un problème, n'importe qui peut l'exposer; mais un problème, cela appelle des solutions. Lorsque nous étions dans l'opposition, vers la même époque du mandat du gouvernement libéral précédent, je me souviens fort bien que six ou sept députés du comité agricole conservateur se sont mis ensemble pour rédiger une politique en dix points pour régler le même problème. Le prix du grain baissait. Le taux d'intérêt était de 22 p. 100. L'inflation excédait les 10 p. 100. Les agriculteurs des Prairies étaient au bord d'une grave crise financière. Je le répète, nous avons rédigé une politique en dix points et nous l'avons soumise au peuple canadien. Nous avons présenté cette politique à Prince-Albert. Nous l'avons promise au cours de la campagne électorale et elle est déjà en place.

Où est la politique néo-démocrate? Je l'ai cherchée partout. Je croyais qu'on nous la présenterait ce soir. J'ai fouillé les comptes rendus et j'ai trouvé quelques points qui valent toujours, selon les députés néo-démocrates.

Ils disent qu'il sera peut-être nécessaire aussi de nationaliser des magasins de détail et des usines de montage de machines agricoles, des abattoirs et des conserveries. Cela a l'air très intéressant. Est-ce que cela résoudrait le problème qui se pose actuellement dans le secteur agricole?

D'autres propositions contenues dans la résolution équivalaient à une étatisation de l'agriculture, les agriculteurs devenant des employés fédéraux. Dans sa politique, le NPD dit qu'il réglementerait la distribution, la vente et l'entretien des machines agricoles afin d'en promouvoir la normalisation. C'est là un autre point de la politique néo-démocrate en matière d'agriculture.

Les néo-démocrates réglementeraient aussi les secteurs du conditionnement des aliments, de la vente de gros et de la vente au détail des aliments, dans l'intérêt public et au moyen du contrôle des prix. Je me demande si les agriculteurs veraient là-dedans une solution à leurs problèmes actuels en ce qui concerne la production de céréales.

Ils ont prévu en outre la création d'une commission publique chargée de trouver le moyen de réglementer la taille des exploitations agricoles sur une base régionale. Vont-ils dire aux agriculteurs quelles devraient être les dimensions optimales ou les dimensions les meilleures pour leurs exploitations? Vont-ils leur dire que tout excédent devrait être vendu conformément à la politique néo-démocrate? Je pourrais poursuivre, mais les choses ne s'améliorent guère.

Cependant, la meilleure nous est venue du parti libéral. Je n'ai pas beaucoup de temps, mais je tiens à examiner la politique du parti libéral. J'ai tenté de la connaître. J'avais espéré que le député d'Algoma prendrait la parole pour nous l'expliquer.

Une voix: Il est parti.

M. Schellenberger: Oui, il s'est sauvé. Le parti libéral a apparemment une politique qu'il a annoncée il y a quelques semaines à Winnipeg. J'aimerais me reporter à un article paru dans le *Free Press* de Winnipeg le 11 avril 1987, car l'auteur y décrit la chose mieux que je ne saurais le faire. Il mentionne que ceux qui ont élaboré ce piètre ensemble de propositions faisaient partie d'une élite politique et que l'équipe de travail